

## LÉGATION DE SUISSE

Stockholm

R.P.No.74.

Stockholm, le 7 novembre 1944.

Confidentiel.

Encirculation —

t4, H.4H

P-9

Monsieur le Conseiller fédéral,

Les circonstances ont fait que j'ai pu avoir un entretien prolongé avec le ministre des affaires étrangères cet après-midi. Il va de soi qu'il devait porter sur l'échange de notes russo-suisse, et sans être moi-même en état d'apporter pour le moment d'éléments nouveaux à leur examen, il m'intéressait surtout de savoir ce que M. Günther pouvait penser des motifs de l'attitude des dirigeants moscovites.

Le ministre m'a déclaré une fois de plus que les vraies intentions inspirant certains actes et gestes de la diplomatie russe étaient fréquemment difficiles, sinon impossibles à discerner. Elle se complait, d'ailleurs, à surprendre et déconcerter.

Dans le cas particulier, les reproches adressés à la Suisse ne convaincront nulle part et personne. Cependant, la note suisse insistant sur l'ancienne tradition démocratique du pays, Moscou a pu se trouver engagé à la discuter pour ne pas paraître admettre que la démocratie fût conciliable avec l'interdiction du parti communiste. Différente est la conception des Bolchévistes, qui, en tout cas, prétendent, avec plus ou moins de bonne foi, qu'il n'y a rien d'antinomique entre le communisme et la démocratie.

M. Günther m'a demandé s'il y avait lieu de craindre que la réponse russe provoquât quelque scission dans l'opinion suisse. Je lui ai répondu sans hésitation que je l'excluais, certainement pour l'immense majorité du peuple, qui ne saurait accepter qu'on mît en doute la sincérité de ses convictions comme

Monsieur Pilet-Golaz, Conseiller fédéral,  
Chef du Département politique,

B e r n e .





l'absolue logique de ses institutions. Le ministre me dit alors qu'il nous en félicitait; car il ne pourrait, dans une situation pareille, en dire autant de la Suède, où il se trouve toujours des éléments pour critiquer le gouvernement, même dans les controverses les plus délicates avec l'étranger.

Mes conversations avec M. Günther étant toujours marqué d'une entière franchise réciproque, il observa aussi au cours de cet échange de vues qu'il lui paraissait, malgré tout, regrettable que la Suisse n'eût pas trouvé l'occasion, au cours de vingt-cinq ans, de normaliser ses rapports avec la Russie. Je n'ai pas manqué de lui rappeler quelques-unes des raisons et circonstances qui sont de nature à expliquer tout au moins l'attitude suisse.

Le premier collaborateur du ministre m'a encore dit deux autres choses. L'une est que le gouvernement suédois a fait de pénibles expériences en cherchant à arranger quoi que ce soit avec les Russes par l'entremise de Londres et de Washington. Il considère que ce sont de mauvaises voies, dont Moscou semble se méfier, auxquelles elle ne tient en tout cas pas à assurer des succès. L'autre constatation est qu'on éprouve, dans cette capitale, une sorte de besoin de provoquer de temps à autre un incident, sans motif plausible. C'est ainsi que, l'an dernier, le ministre de Suède à Moscou, jusqu'alors bien vu et excellentement renseigné, dut être subitement rappelé parce qu'il lui était reproché d'entretenir des rapports secrets avec le grand quartier-général allemand, accusation évidemment absurde.

Peut-être encore, la diplomatie soviétique trouve-t-elle l'état de rupture de relations avec la Suisse commode puisqu'il lui fournit un prétexte pour s'abstenir de participer à certaines réunions internationales.

Comme complément à ce que j'écrivais hier, je dois ajouter que la visite des ministres norvégiens acquiert tout de même une réelle portée au point de vue des relations futures



- 3 -

et d'un rapprochement étroit entre la Suède et la Norvège. Pratiquement, les crédits totaux actuellement ouverts au pays voisin s'élèvent à 350 millions de couronnes, et il y en aurait qui prendraient plutôt le caractère d'avances à fonds perdus.

Il m'est nettement confirmé que les moyennes parmi "les nations unies" ont à se plaindre de la manière de procéder des grandes, qui les ont purement et simplement obligés à mettre dans un pool général l'ensemble de leur tonnage maritime commercial, en renonçant à toute libre disposition jusqu'au terme de six mois après la fin des hostilités, soit en Europe, soit en Asie. Ce n'est guère tranquillisant pour la Suède d'y être également conviée. Elle regimbera et discutera, mais devra finalement se soumettre si elle ne veut pas voir toute sa navigation mise à l'index et arrêtée. On soupçonne ici les grandes puissances navigatrices de vouloir tout simplement se réserver les communications maritimes avec l'Amérique latine, notamment.

De plus, on s'attend à Stockholm à se voir prochainement réclamer par les alliés d'importants crédits commerciaux, supputés devoir être de l'ordre de grandeur d'un milliard de couronnes. On nous prédit une demande d'au moins autant!

Le milieu gouvernemental se dit convaincu que la Chine n'a à aucun moment été en mesure de lutter à armes et organisation égales avec le Japon et qu'à cet égard, on s'est livré à des illusions incompréhensibles aux Etats-Unis surtout. Aujourd'hui, ceux-ci se rendent compte que, s'ils veulent réellement vaincre les Japonais en Chine, ils devront faire l'invasion par mer d'une côte immense défendue par l'adversaire. Reste à savoir si d'aussi coûteuses opérations seront nécessaires pour abattre le Japon ou si d'autres moyens, maritimes et aériens, n'y suffiront pas.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

